organisations non gouvernementales. Cette mesure aiderait à faire en sorte que les idées constructives émanant de tous les échelons de la société civile ne passent pas inaperçues et qu'elles soient intégrées à des solutions acceptables et adaptées aux préoccupations, à la culture et à la situation locales.

La figure 1-3 donne un aperçu du mode de fonctionnement que pourrait adopter ce genre de partenariat stratégique et précise certains types d'aide éventuels. Ces éléments, présentés très brièvement ci-après, sont expliqués plus en détail ailleurs dans une proposition préconisant l'instauration d'une structure plus officielle pour cette coopération grâce à la création de centres régionaux pour la paix durable (voir le chapitre 13 de *Sustainable Peace: The Role of the UN and Regional Organizations in Preventing Conflict*).

Aide à l'instauration d'une bonne gestion des affaires publiques

Selon plusieurs études récentes, la volonté de l'État de s'attaquer aux questions ethniques dès le *début* du processus constitue l'un des plus importants facteurs permettant d'éviter les conflits ethniques en période de transition. On pourrait donc créer des programmes d'assistance régionaux pour aider les administrations publiques en transition à mieux tenir compte des préoccupations des minorités et leur donner à cette fin des conseils pour la rédaction d'une constitution appropriée ou la participation de groupes ethniques à des mécanismes satisfaisants de partage du pouvoir. On pourrait également prêter main-forte à un État en l'aidant à revoir ou à réformer ses lois, ses règlements et ses pratiques, pour les harmoniser avec les normes régionales et internationales. Des conseils pourraient être donnés dans différents domaines, notamment la séparation des pouvoirs des administrations publiques; la liberté d'expression, d'association et de réunion; l'indépendance de l'appareil judiciaire; le rôle de l'appareil judiciaire dans la supervision des systèmes policier et carcéral; la protection des minorités nationales; les lois électorales; ainsi que les lois sur la citoyenneté et sur l'asile.

Par ailleurs, il serait possible d'appuyer les institutions qui jouent un rôle de premier plan dans l'administration de la loi et la résolution des conflits et d'offrir des programmes de formation spéciaux à l'intention des députés, des juges, des magistrats, des avocats, des procureurs, des policiers et du personnel correctionnel. Des spécialistes chevronnés pourraient animer des séminaires et des ateliers consacrés à différentes questions : systèmes équitables et indépendants pour l'administration de la justice; éthique professionnelle; indépendance des juges et des avocats; tenue de procès équitables; protection des droits humains durant les enquêtes; moyens légaux de maîtrise des foules; gestion, commandement et contrôle de la police; normes régissant le traitement des détenus; administration des établissements de détention et sanctions disciplinaires; ou maintien de l'ordre dans les collectivités.

D'autres intervenants clés, par exemple, les médias, pourraient aussi tirer parti d'ateliers portant sur des différents sujet, par exemple : liberté d'information et d'expression; accès à l'information; codes d'éthique professionnelle; censure; ou importance de la presse dans l'instauration d'une compréhension multiculturelle. Des visites d'observation axées sur le mode de fonctionnement adopté ailleurs pourraient également être utiles.